

# Le nucléaire, stop ou encore ?

lundi 9 mai 2011, par [SUD PTT](#) (Date de rédaction antérieure : 5 mai 2011).

**• Un séisme a gravement endommagé la centrale nucléaire de Fukushima Daïchi au Japon**  
**• C'est un drame humanitaire et écologique aux conséquences imprévisibles • Les accidents majeurs de « Three Mile Island » en 1979 et de Tchernobyl en 1986 n'ont pas servi de leçon ! • Ces catastrophes confirment que le risque « zéro » n'existe pas • La sortie du nucléaire mérite un débat au niveau national • La fédération SUD se prononce pour une sortie la plus rapide du nucléaire •**

Sommaire

- [La situation au Japon](#)
- [Transparence et débat démocrate](#)
- [Les travailleur-ses du nucléai](#)
- [Et les alternatives ?](#)
- [Des propositions dans nos](#)

---

## La situation au Japon

La centrale nucléaire de Fuskushima Daiichi a été très fortement endommagée lors du séisme et du tsunami du 11 mars. Les pannes du système de refroidissement ont causé la surchauffe d'au moins quatre réacteurs, une surpression et des explosions. Le réacteur n°3 était chargé à 30% de combustible MOX, un mélange d'uranium et de plutonium retraité 5 à 7 fois plus toxique qu'un combustible nucléaire classique.

L'exploitant privé Tepco, premier producteur mondial d'électricité, a refusé de noyer immédiatement les six réacteurs. Ce qui aurait permis d'éviter tout risque de fusion des cœurs. Il a délibérément choisi de préserver des équipements, dont il n'avait plus d'assurance pour des dommages depuis août 2010. Ainsi, la fusion du combustible nucléaire s'est engagée avec pour conséquence l'émanation de taux importants de radioactivité dans l'air mais aussi dans la mer.

Des dizaines de milliers de personnes ont été évacuées dans un périmètre de 20 km autour de la centrale. Certes, la violence du séisme et du tsunami a été exceptionnelle. Mais on sait aussi que la Tepco a rogné en permanence sur les investissements, même pour la sécurité. Elle a caché depuis des années des incidents sur ses réacteurs.

L'Agence de sûreté nucléaire japonaise a classé dernièrement l'accident de Fukushima au niveau 7, soit le même degré de gravité que la catastrophe de Tchernobyl. Le Japon compte 55 réacteurs nucléaires (dont 17 gérés par la Tepco).

## **Transparence et débat démocratique**

Depuis l'accident de « Three Mile Island » (1979), aucune centrale nucléaire n'a été construite aux Etats-Unis, mais ils ont continué à exporter leur technique. A partir de 2008, le programme nucléaire a été relancé. C'est ainsi qu'une trentaine de projets est programmée aujourd'hui dont 4 EPR en coopération avec AREVA.

L'après Tchernobyl (1986) avait ralenti au niveau mondial l'industrie de l'atome. Mais, avec la crise écologique, le gouvernement français a confirmé l'importance de la filière nucléaire en la présentant comme une « *alternative* » aux énergies responsables des gaz à effet de serre.

La France avec ses 58 réacteurs produit 80% de son électricité, loin devant, les autres pays européens. Le nucléaire français s'est imposé comme une idéologie et est devenu une fierté nationale notamment avec l'EPR. La France exporte sa technologie partout et Sarkozy ne manque jamais, en bon VRP, l'occasion de vanter "*l'excellence de la technicité française*".

Lors de sa visite à la centrale de Gravelines, début mai, il confirme : « *pendant 50 ans, nos prédécesseurs ont investi dans cette économie et il faudrait parce qu'il y a eu un tsunami, au Japon, qu'on remette en cause ce qui fait la force de la France, la fierté, l'indépendance de la France ? Ce serait un choix irréfléchi et déraisonnable* ».

Nous sommes l'un des rares pays à concentrer autant nos sources d'énergie. EDF et Areva gèrent le nucléaire et un début de privatisation est amorcé dès 2004 quand EDF devient société anonyme. AREVA est le numéro 1 mondial du processus de retraitement et de production de MOX. 38 réacteurs dans le monde sont chargés en MOX dont 21 en France.

Nos centrales ne sont pas à l'abri d'un accident majeur. Le conseil municipal de Strasbourg vient d'ailleurs de demander l'arrêt définitif de la centrale de Fessenheim, construite en même temps que celle de Fukushima et située sur une faille sismique ! En Allemagne, 23% de l'électricité provient du nucléaire et personne ne s'éclaire pourtant à la bougie !

La catastrophe de Fukushima relance le débat sur notre possibilité de se passer du nucléaire.

---

*Les débats syndicaux ne sont pas toujours faciles sur le « nucléaire » et Sud Energie n'échappe pas à cette règle. Mais la catastrophe de Fukushima Daiichi a interpellé fortement ces militant-es et travailleur-ses des centrales : ils peuvent être exposés demain aux mêmes risques que leurs collègues japonais. Leur solidarité est sans réserve.*

Sud Energie revendique l'ouverture immédiate d'un débat démocratique national sur l'énergie nucléaire en but d'un référendum, l'arrêt définitif de construction de nouvelles centrales, un moratoire sur le chantier EPR de Flamanville, la re nationalisation d'EDF/GDF/AREVA et l'arrêt de toute

exportation de centrale par les entreprises françaises.

Il faut sortir du nucléaire, en trouvant le juste milieu : fermer immédiatement les centrales de plus de 30 ans, c'est 22 centrales sur les 58 existantes ; les garder jusqu'à 60 ans c'est prendre un risque.

**Points essentiels du débat, c'est la reconversion des travailleur-ses du nucléaire, la garantie d'accès à l'électricité pour tous-tes avec des énergies alternatives.**

---

## Les travailleur-ses du nucléaire

En France environ 30 000 sous-traitants, les « nomades du nucléaire », travaillent à l'entretien, la maintenance, les réparations, les décontaminations des centrales. Le recours aux intérimaires est en forte augmentation (de 20 à 80% en 5 ans) et date des années 1980. Il devait alléger la masse salariale permanente d'EDF, rabaisser les coûts de production dans un domaine de plus en plus concurrentiel et surtout faire tourner le personnel de la maintenance, le plus exposé aux radiations, sans être trop regardant sur les règles de sécurité. Pour EDF, ce personnel invisible ne rentre pas dans les statistiques en cas d'accident ou de maladie professionnelle comme le cancer. En théorie, chaque salarié est équipé d'un dosimètre et ne doit pas dépasser la dose annuelle maximum de 20 millisieverts. Il doit aussi intervenir dans des conditions bien précises (arrêt de la tranche au moment de l'intervention...).

Pour cacher une dose de radioactivité supérieure à la norme, nombreux sont ceux qui ne contrôlent pas systématiquement l'irradiation à l'aide de leur dosimètre. De plus, ces intérimaires de la sous-traitance changent d'employeurs tous les 2 ou 3 ans. Le suivi médical n'est, par conséquent, pas facile, voire inexistant, ainsi que les tenues de protection, les outils, l'expérience et les formations. Une étude de l'Inserm sur les salariés du nucléaire démontre que les sous traitants recevaient 80% de la dose collective annuelle enregistrée sur les sites et que les doses individuelles moyennes mensuelles de présence en zone irradiée étaient 11 à 15 fois plus élevées que celles des agents EDF. Au nom de la concurrence, la sécurité des travailleurs extérieurs est non seulement mise en danger mais aussi non assurée.

**Le nucléaire propre et sûr n'est aujourd'hui qu'un mythe.**

### **Et les alternatives ?**

La catastrophe de Fukushima repose la question de la sortie du nucléaire. SUD PTT est favorable à une sortie progressive avec le démantèlement des centrales, la reconversion des travailleur-ses du nucléaire et le développement de l'électricité avec les énergies renouvelables. Les alternatives existent. C'est la sobriété et l'efficacité énergétiques pour réduire les besoins. La sobriété vise à supprimer les gaspillages aussi bien collectifs qu'individuels (ex : les vitrines des commerces éclairées toute la nuit). L'efficacité fait référence à l'amélioration de l'isolation des bâtiments (industriel, collectif et individuel), aux moyens de transport et équipements du quotidien moins « énergivores ».

A cela doit s'ajouter le développement massif des énergies renouvelables. Elles peuvent remplacer progressivement les énergies fossiles (pétrole) et fissiles (nucléaire) et ainsi faire disparaître à terme les énergies polluantes et risquées. Les énergies renouvelables sont multiples. L'hydraulique, déjà en cours avec de grandes infrastructures, est limité en développement. L'éolien représente un potentiel important qui demande une politique d'investissement conséquente. Le solaire thermique (production d'eau chaude) et plus encore le solaire photovoltaïque

(production d'électricité) avec les surfaces de toitures disponibles présentent de fortes possibilités de production d'énergie. Il existe aussi la biomasse, l'énergie de la mer (courant et vague) et enfin la géothermie déjà en exploitation dont le potentiel est très important.

**Une politique globale de développement de ces énergies est indispensable et doit inclure investissements, recherche, amélioration des technologies et aides aux particuliers.**

### **Des propositions dans nos secteurs**

La Poste et France Télécom doivent participer à l'amélioration de l'efficacité énergétique par la réhabilitation des bâtiments en matière d'isolation. Les deux groupes doivent également participer à l'essor des énergies renouvelables, notamment par des programmes d'installation de panneaux solaires photovoltaïques sur les bâtiments, partout où cela est possible. Pour le secteur télécom, un seul réseau mobile partagé par tous les opérateurs avec des antennes mieux réparties permettrait de limiter la puissance et la nocivité avec une meilleure couverture.

On peut douter de la volonté de nos entreprises. Par exemple, La Poste privilégie le transport du courrier par la route et rallonge les kilomètres parcourus pour une lettre en créant les plateformes industrielles courrier (PIC). Il en va de même des fermetures de bureaux de poste et des petits sites de France Télécom, suite à ses réorganisations, qui obligent les usagers et les salarié-es à faire des kilomètres supplémentaires.

**Défendons le travail  
et les services de proximité !**

---

**P.-S.**

\* Sud PTT. Fédération des activités postales et de télécommunications  
25/27 rue des Envierges 75020 paris  
Tél : 01 44 62 12 00 - Fax : 01 44 62 12 34  
Courriel : sudptt sudptt.fr  
Site : [www.sudptt.fr](http://www.sudptt.fr) Jeudi 5 mai 2011